

Doc. 14295

25 avril 2017

Lutter contre l'impunité par la prise de sanctions ciblées dans l'affaire Sergueï Magnitski et les situations analogues

Proposition de résolution

déposée par Lord Donald ANDERSON et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Dans sa [Résolution 1966 \(2014\)](#), «Refuser l'impunité pour les meurtriers de Sergueï Magnitski», adoptée à une écrasante majorité, l'Assemblée parlementaire a réaffirmé son soutien résolu à la lutte contre l'impunité et la corruption qui menacent l'état de droit, dans le droit fil de ses résolutions et recommandations antérieures.

L'Assemblée a également décidé de suivre attentivement la mise en œuvre des propositions concrètes qu'elle avait adressées aux autorités russes pour garantir que les auteurs et les bénéficiaires du crime dont a été victime Sergueï Magnitski aient à rendre compte de leurs actes.

Elle a par ailleurs décidé que si, dans un délai raisonnable, les autorités compétentes ne donnaient aucune suite ou aucune suite satisfaisante à cette résolution, l'Assemblée recommanderait aux États membres du Conseil de l'Europe de suivre en dernier ressort l'exemple des États-Unis, en prenant des sanctions ciblées contre un certain nombre d'individus (y compris sous forme d'interdiction de visa et de gel des comptes bancaires), après avoir donné à ces individus désignés la possibilité d'entreprendre les démarches appropriées pour leur défense.

Il semblerait que, depuis, les autorités compétentes aient réagi de manière indéniablement peu satisfaisante. Dans plusieurs États membres et observateurs du Conseil de l'Europe (dont le Canada, la Lituanie et le Royaume-Uni), des initiatives législatives ont déjà été prises pour permettre d'infliger des sanctions ciblées aux auteurs ou aux bénéficiaires de graves violations des droits de l'homme, comme le meurtre de Sergueï Magnitski.

Le moment est par conséquent venu de revisiter et d'actualiser la Résolution 1966 (2014), en vue d'encourager les Parlements des États membres à envisager de prendre de telles initiatives législatives et, si possible, à suivre cet exemple.

L'Assemblée décide d'accompagner ces initiatives et d'encourager les autres États membres et observateurs à faire de même.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

ANDERSON Donald, Royaume-Uni, SOC
BALFE Richard, Royaume-Uni, CE
BLONDIN Maryvonne, France, SOC
BRASSEUR Anne, Luxembourg, ADLE
CEPEDA José, Espagne, SOC
CHRISTOFFERSEN Lise, Norvège, SOC
CORLĂȚEAN Titus, Roumanie, SOC
DURRIEU Josette, France, SOC
FINCKH-KRÄMER Ute, Allemagne, SOC
FOULKES George, Royaume-Uni, SOC
GUTIÉRREZ Antonio, Espagne, SOC
HEINRICH Gabriela, Allemagne, SOC
JENSEN Mogens, Danemark, SOC
KRONBICHLER Florian, Italie, SOC
MAHOUX Philippe, Belgique, SOC
MASSEY Doreen, Royaume-Uni, SOC
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC
OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC
ROUQUET René, France, SOC
SCHRIJVER Nico, Pays-Bas, SOC
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste